



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation dans les outre-mer

Question au Gouvernement n° 4567

Texte de la question

SITUATION DANS LES OUTRE-MER

M. le président. La parole est à M. Fabien Roussel.

M. Fabien Roussel. Ma question s'adressait au Premier ministre, à qui je souhaite un bon rétablissement. Le sénateur Fabien Gay et moi revenons de Guyane et de Guadeloupe, où nous avons entendu une colère que votre gouvernement ne veut pas reconnaître. Encore hier, au lieu d'écouter les représentants, votre ministre a fait le choix de poser un ultimatum, suscitant une colère unanime, de sorte que tous les élus de Guadeloupe ont refusé d'aller à sa rencontre !

Il ne s'agit pas, pour qui que ce soit, de cautionner les pillages ou les violences, mais d'écouter les habitants, de les respecter.

En 1967, face à une grande grève des salariés guadeloupéens pour la hausse des salaires, le patron des patrons leur avait répondu : « Quand les nègres auront faim, ils retourneront au travail. » Cette phrase résonne encore dans les têtes, dans celles des soignantes et des pompiers qui sont suspendus, sans salaire, sans mutuelle ! Écoutez cette « blessure sacrée » dont parlait Aimé Césaire. Ce qu'ils veulent, ce n'est pas moins d'État mais un meilleur État. Ce qu'ils veulent, c'est l'égalité garantie par la République.

Pourquoi là-bas la vie est-elle encore plus chère qu'ici ? Pourquoi là-bas le chômage frappe-t-il plus la jeunesse qu'ici ? Pourquoi tant de retard dans la lutte contre l'empoisonnement à la chlordécone ? Pourquoi sont-ils obligés, en Guadeloupe, d'aller remplir des bouteilles ou des jerricans pour avoir accès à l'eau ? Et en Guyane, pourquoi la République accepte-t-elle encore des projets industriels qui vont déverser des tonnes de cyanure dans nos fleuves, dans notre forêt amazonienne !

Nous demandons au Premier ministre d'aller rapidement en Guadeloupe et en Martinique pour comprendre pourquoi nos compatriotes doutent autant de la parole du Gouvernement, mais aussi pour mettre en place le plan d'urgence tant attendu par la population et les élus. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Pierre Cordier. Et de la rébellion !

M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur. Ce serait mentir que de dire que c'est la première fois que la Guadeloupe connaît de telles difficultés. Durant les trente dernières années, à plusieurs reprises, la République a vu les outre-mer et singulièrement la Guadeloupe développer une forme de fièvre. Cependant, il existe une grande différence entre la situation guadeloupéenne actuelle et celle que nous avons connue précédemment : la

grande majorité des Guadeloupéens ne soutient pas ces mouvements de contestation, ces mouvements de casseurs qui s'en prennent à des policiers et à des gendarmes.

Vous qui êtes un républicain, vous dites que personne ne cautionne les violences. Mais le ministre des outre-mer a demandé en préalable à la réunion avec l'intersyndicale la condamnation des violences ayant entraîné soixante blessés chez les policiers et les gendarmes. On a roulé sur un gendarme, qui risque de perdre l'usage de ses deux jambes. Au début d'une réunion, les élus ou les responsables syndicaux doivent condamner ces violences. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*) Refuser de condamner ces violences, c'est refuser de discuter avec l'État républicain. (Mêmes mouvements.)

Aucun débat n'est possible avec des personnes qui refusent de condamner ceux qui tirent à balles réelles sur des policiers et des gendarmes, ce que les républicains comme vous savent pertinemment.

Qui a mis fin à la difficulté de l'approvisionnement de l'eau en Guadeloupe ? C'est cette majorité ! Qui a versé 1,5 milliard d'euros pendant le covid en Guadeloupe ? C'est cette majorité ! Qui s'emploie à traiter le problème de la chlordécone qui a été négligé par nombre de gouvernements précédents ? C'est cette majorité ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Aidez-nous donc à reconstruire la Guadeloupe plutôt que de crier avec ceux qui tapent sur les policiers et les gendarmes ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

M. le président. La parole est à M. Fabien Roussel.

M. Fabien Roussel. Monsieur le ministre, vous n'avez pas vu les dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté le week-end dernier ! Durant l'ensemble de cette législature, le Gouvernement n'a pas été capable d'instituer un seul plan en faveur des outre-mer ! Il n'y a pas eu de loi de programmation pour les outre-mer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Gérald Darmanin, ministre. Il est vrai que les outre-mer connaissent des difficultés particulières qui concernent la vie chère, les problèmes d'approvisionnement, l'avenir des enfants et leur vie professionnelle. Tout le monde le reconnaît.

Monsieur Roussel, nous vous tendons une main fraternelle, comme à tous les républicains, pour travailler ensemble. Cela vaut pour chacun des membres de cette assemblée. Mais nous posons une seule condition : que les policiers, les gendarmes, les soignants soient respectés en tant qu'agents de l'État ; que les journalistes soient également respectés. Ce préalable est indispensable à l'action de tout gouvernement et à la garantie de toutes les libertés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. André Chassaigne. Vous ne comprenez rien aux outre-mer !

Données clés

Auteur : [M. Fabien Roussel](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4567

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er décembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er décembre 2021](#)